

## BILAN FINANCIER 2013

PREPARE PAR : SECRETARIAT DE LA CTOI, MIS A JOUR LE 23 AVRIL 2014

### OBJECTIF

Informar le Comité permanent d'administration et des finances (CPAF) de la situation financière de la Commission.

### ÉTAT DES CONTRIBUTIONS AU BUDGET AUTONOME EN 2013

1. Le [Tableau 1](#) présente l'état des contributions au 31 décembre 2013, en US\$, comme communiqué au Secrétariat de la CTOI par les services d'administration et des finances de la FAO. Le budget de la CTOI est entièrement autonome et financé exclusivement par ses membres et ne reçoit aucune contribution du programme régulier de la FAO.
2. Le total des contributions impayées a augmenté de 1 069 802 US\$ fin 2012 à 1 425 893 US\$ au 31 décembre 2013, une augmentation de 356 091 US\$ (33,3%). En 2012, l'augmentation était de 19%. Treize membre ne sont pas à jour du paiement de leurs contributions (voir Article V.3 du Règlement financier). Pour des raisons comptables, même les arriérés les plus minimes (<100 US\$) sont inclus dans le [Tableau 1](#), bien qu'il soit évident qu'ils résultent des frais bancaires liés aux transferts des fonds ou aux variations du taux de change entre les diverses devises et ne sont donc pas considérés comme des arriérés de paiement.

**Tableau 1.** État des contributions des membres au budget autonome de la CTOI (en US\$)

Membres	Dû au 31/12/2012	Contributions 2013	Contributions reçues au 31/12/2013	Arriérés au 31/12/2013
AUSTRALIE	-	123 070	123 070	-
BELIZE	-	31 481	31 481	-
CHINE	-	71 851	71 851	-
COMORES	25 305	24 792	24 792	25 305
ÉRYTHRÉE	130 204	18 829	-	149 033
UNION EUROPÉENNE	-	527 182	527 182	-
FRANCE	-	141 807	141 807	-
GUINÉE	92 068	18 614	-	110 682
INDE	-	101 185	98 143	3 042
INDONÉSIE	-	186 819	186 819	-
IRAN	432 752	107 815	-	540 567
JAPON	-	169 243	169 243	-
KENYA	30 639	18 749	-	49 388
CORÉE, Rép. de	-	116 456	116 456	-
MADAGASCAR	6 292	22 078	20 514	7 856
MALAISIE	-	52 279	51 279	1 000
MALDIVES	-	82 688	82 688	-
MAURICE	-	41 920	41 920	-
MOZAMBIQUE	-	8 207	8 207	-
OMAN	-	122 699	122 699	-
PAKISTAN	122 018	63 006	-	185 024
PHILIPPINES	-	42 207	42 207	-
SEYCHELLES	-	72 907	72 907	-
SIERRA LEONE	32 008	8 206	-	40 214
SRI LANKA	-	80 638	80 638	-
SOUDAN	168 780	31 348	-	200 128
TANZANIE	-	20 160	20 160	-
THAÏLANDE	-	53 129	53 129	-
ROYAUME-UNI	8	100 739	100 739	8
VANUATU	29 744	31 410	-	61 154
YÉMEN	-	52 492	-	52 492
<b>Total</b>	<b>1 069 818</b>	<b>2 420 936</b>	<b>2 064 861</b>	<b>1 425 893</b>

3. Les retards dans le paiement des contributions ne sont pas complètement inattendus, étant donné que les courriers d'appel de contributions ont été envoyés par la FAO fin juin 2013, par les canaux diplomatiques habituels, et certaines administrations n'ont pas encore terminé le traitement des paiements. À la date de

rédaction de ce bilan, huit membres ont des arriérés de contribution de deux ans ou plus : l'Érythrée, l'Iran, la Guinée, le Kenya, le Pakistan, la Sierra Leone, le Soudan et le Vanuatu. Ces dernières années, la République islamique d'Iran a rencontré des difficultés à envoyer par les processus bancaires habituels les fonds aux comptes indiqués par la FAO. La solution temporaire de passer par le biais du dépôt des fonds auprès du Représentant de la FAO à Téhéran n'est plus applicable.

## Dépenses pour l'année 2013

4. Le [Tableau 2](#) présente une comparaison entre les dépenses prévues et engagées, tandis que le [Tableau 3](#) fournit un résumé des dépenses liées à la masse salariale. Au niveau du budget global, on note un excédent de dépenses de 165 485 US\$ (7%), résultant principalement de coûts plus élevés relevant de la contribution de l'employeur à la FAO et de l'augmentation de l'ajustement de poste. La contribution du gouvernement des Seychelles (au titre de l'Accord de siège) et la vente de deux des véhicules du Secrétariat de la CTOI ont aidé à compenser les dépenses administratives et de fonctionnement en 2013.

**Tableau 2.** Comparaison entre les dépenses prévues et engagées pour 2013 (en US\$)

Ligne budgétaire	Prévu	Engagé	Variation	Variation relative
<b>Dépenses administratives</b>				
Salaires cadres	876 671	938 675	62 004	7%
Salaires personnel administratif	60 806	62 295	1 489	2%
<b>Sous-total salaires</b>	<b>937 477</b>	<b>1 000 970</b>	<b>63 493</b>	7%
Contributions de l'employeur aux fonds de pension et aux assurances santé	289 676	283 364	-6 312	-2%
Contributions de l'employeur au fonds de la FAO pour les indemnités du personnel	393 350	480 735	87 385	22%
<b>Total dépenses administratives</b>	<b>1 620 503</b>	<b>1 765 069</b>	<b>144 566</b>	<b>9%</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>				
Appui au renforcement des capacités	80 000	74 743	-5 257	-7%
Consultants	57 000	73 746	16 746	29%
Missions	237 000	205 473	-31 527	-13%
Réunions	120 000	166 438	46 438	39%
Interprétation	142 000	139 748	-2 252	-2%
Traduction	105 000	91 063	-13 937	-13%
Équipement	15 000	22 407	7 407	49%
Fonctionnement	47 000	47 238	238	1%
Impression	15 000	20 505	5 505	37%
Imprévis/Divers	6 000	5432	-568	-9%
<b>Total dépenses de fonctionnement</b>	<b>824 000</b>	<b>846 793</b>	<b>22 793</b>	<b>3%</b>
<b>SOUS TOTAL</b>	2 444 503	2 611 862	167 359	7%
Contribution additionnelle des Seychelles	-10 500	-19 714	-9 214	88%
<b>TOTAL</b>	2 434 003	2 592 148	158 145	6%
Frais de gestion FAO	110 003	117 343	7 340	7%
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>2 544 006</b>	<b>2 709 491</b>	<b>165 485</b>	<b>7%</b>

## Notes explicatives sur les dépenses pour 2013

### Salaires –cadres (1.1)

5. Les salaires des cadres furent supérieurs aux montants prévus, en partie du fait de taux de bases fixés par la FAO plus élevés en 2013. Par ailleurs, la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) a réalisé une enquête « intervilles » aux Seychelles, qui a recommandé une augmentation de l'ajustement de poste des Nations Unies pour ce pays (+7%).

**Salaires –services généraux (1.2)**

6. Les salaires des personnels des services généraux furent supérieurs au montant prévu, du fait d'une augmentation des contributions à la FAO. Les salaires de base furent supérieurs de 2% au montant prévu. Les heures supplémentaires sont comprises dans la rémunération du personnel des services généraux et compensent le travail effectué en dehors des heures de bureau lors des réunions et des périodes de préparation des rapports.

**Contributions de l'employeur (1.3 et 1.4)**

7. Les contributions de l'employeur au fonds de pension et à la couverture santé furent inférieures au montant prévu (-2%), avec des cotisations santé plus faibles que prévues. Cependant, les contributions au fonds des indemnités furent plus élevées que prévu (85 333 US\$ ou +22%), en raison de contributions par postes beaucoup plus élevées selon les évaluations de la FAO. Ces contributions aux indemnités sont déterminées par la FAO pour chaque projet (y compris la CTOI), au prorata des coûts réels de couverture de ces indemnités pour l'ensemble de la FAO.

**Renforcement des capacités (2.1)**

8. La ligne budgétaire relative au développement des capacités affiche des dépenses inférieures à celles prévues (5 257 US\$ ou -7%). Le Secrétariat a en effet pu utiliser des ressources extrabudgétaires pour couvrir une partie des dépenses prévues, permettant ainsi de réaliser des économies et de maximiser la rentabilité.

**Consultants (2.2)**

9. Les dépenses relatives aux consultants comprennent les honoraires des consultations prévues (21 500 US\$), relatives aux évaluations des stocks, aux contributions et à l'expertise des modèles intégrés d'évaluation de stock de M. Adam Langley. On observe un dépassement de budget sur cette ligne (16 746 US\$ ou +29%), attribuable aux importants coûts de déplacement, principalement dans le cadre du contrat de M. Langley.

**Déplacements professionnels (2.3)**

10. Les frais de déplacements professionnels couvrent les voyages du personnel, principalement pour participer aux réunions de la Commission et d'autres organismes. L'Annexe I détaille les voyages réalisés en 2013 dans le cadre des activités de la Commission. Le Secrétariat a réalisé une économie de 13% sur cette ligne budgétaire.

**Réunions (2.4)**

11. Les frais de réunions (166 438 US\$) furent significativement supérieurs à la somme prévue pour l'année (46 348 US\$ ou +39%) du fait que les réunions de la Commission, du Comité permanent d'administration et des finances et du Comité d'application se sont tenues à Maurice en mai 2013. Maurice n'était pas l'hôte prévu pour ces réunions et une grande partie des frais liés au lieu de réunion ont été pris en charge par la CTOI. Les sommes indiquées comprennent la location des salles, des connexions Internet, du système audio et d'interprétation (le cas échéant) et autres frais divers comme ceux de transport et de traiteur pour les réceptions et les pauses café.

**Interprétation (2.5)**

12. Les frais d'interprétation couvrent la rémunération des 6 interprètes (76 076 US\$) et leurs déplacements (63 672 US\$), pour les sessions de la Commission, du Comité permanent d'administration et des finances, du Comité d'application, du Comité scientifique et du Comité technique sur les critères d'allocation. Une économie de 2 252 US\$ (-2%) a été réalisée en 2013.

**Traduction (2.6)**

13. En 2013, le Secrétariat a réalisé des économies sur cette ligne budgétaire (13 937 US\$ ou -13%) du fait d'une meilleure efficacité et d'une meilleure connaissance des travaux du Secrétariat par les traducteurs sous contrat.

**Équipement (2.7)**

14. La ligne équipement fut très sollicitée, dans la mesure où le remplacement d'équipements de bureau et informatiques obsolètes avait été reporté de 2012 à 2013 et du fait de l'arrivée d'un nouveau membre du personnel en juillet 2013. Par ailleurs, un système de conférence et un nouveau serveur ont été achetés (le serveur actuel est vieux de plus de 5 ans). Il y a eu un excédent de dépenses dans cette ligne budgétaire (7 407 US\$, ou +49%), qui a été absorbé par des économies dans les dépenses de fonctionnement. Le Secrétariat a vendu deux de ses véhicules en 2013 (14 663 US\$), ce qui a permis de compenser les dépenses de fonctionnement :

- Volkswagen Golf Variant – année-modèle 2003 – vendue pour 55 000 SCR (4 741 US\$)

- Ford Ranger – année-modèle 2003 – vendue pour 115 100 SCR (9 922 US\$)

#### *Frais généraux de fonctionnement (2.8)*

15. Les coûts de fonctionnement généraux du Secrétariat couvrent une série de dépenses relatives au fonctionnement quotidien des bureaux du Secrétariat. Le [Tableau 4](#) présente le détail de ces coûts pour 2013. La différence entre les prévisions (47 000 US\$) et les dépenses réelles (47 238 US\$) fut d'environ 1%.

#### *Impression (2.9)*

16. Le budget d'impression fut significativement dépassé (5 505 US\$ ou +37%) du fait des frais d'impression résultant de la tenue des réunions de la Commission, du Comité permanent d'administration et des finances et du Comité d'application à Maurice en mai 2013. Les fiches d'identification des espèces de porte-épée ont été imprimées, comme demandé par le Comité scientifique. Par ailleurs, le rapport du Comité scientifique a également été imprimé et distribué durant la 17<sup>e</sup> session. Une décision fut prise lors de la 16<sup>e</sup> session de travailler à réduire le volume d'impression.

#### *Imprévus (2.10)*

17. Comme requis par les dispositions du Règlement financier, une ligne budgétaire « imprévus » sert aux dépenses diverses auxquelles est confronté le Secrétariat et qui ne rentrent pas dans l'une des autres lignes budgétaires du fonctionnement général. Des économies ont été réalisées sur ce poste (568 US\$ ou -9%), qui ont alimenté les frais généraux de fonctionnement.

#### *Contribution additionnelle des Seychelles (3)*

18. La contribution additionnelle du gouvernement des Seychelles correspond à l'Accord de siège révisé entre la FAO et le gouvernement de la République des Seychelles. La contribution actuelle des Seychelles à ce titre est de 20 000 roupies seychelloises par mois, calculée en monnaie locale et a pour objectif de compenser certains coûts liés au fonctionnement du Secrétariat aux Seychelles, y compris les coûts relatifs au poste de Responsable informatique. Les contributions prévues étaient de 10 500 US\$ et le montant payé fut de 19 714 US\$ (+88%) : cette forte différence résulte du paiement d'arriérés au titre de cette contribution.

#### *Frais de gestion de la FAO (4)*

19. Les frais de gestion de la FAO en 2013 ont représenté 117 343 US\$, soit une augmentation de 7% par rapport au montant prévu dans le budget. Cette variation est directement liée à l'augmentation globale des dépenses budgétaires.

**Tableau 3.** Détail des dépenses de personnel en 2013 (en US\$)

	Services généraux	Cadres
Salaires de base	59 001	630 574
Cotisations santé de base	37 366	36 291
Contribution aux indemnités de base	31 148	449 587
Cotisations retraite	10 402	199 305
Ajustements de poste		308 101
Heures supplémentaires	3 294	
<b>Total</b>	<b>141 211</b>	<b>1 623 858</b>
		<b>1 765 069</b>

**Tableau 4.** Détail des dépenses de fonctionnement général en 2013 (en US\$)

Dépenses	Coûts
Téléphone	6 983
Internet	8 285
Affranchissement	1 587
Fournitures de bureau	9 093
Mobilier de bureau et entretien	3 946
Nettoyage	2 961
Sécurité du bureau	3 527
Maintenance des véhicules	10 856
<b>Total</b>	<b>47 238</b>

## Bilan

20. Le Secrétariat a lancé un processus de suivi du budget et des dépenses, dans le cadre de la structure de projet définie par la FAO, sur une base annuelle et bisannuelle. Cela implique la création d'un « chapeau » CTOI pour les divers projets et activités qui relèvent de la structure du Secrétariat. Par exemple, le Programme de travail et budget (PTB) de la CTOI 2014-201515 sera une activité autonome, avec un budget annuel et/ou bisannuel attribué en conséquence. De même, le Programme régional d'observateurs (PRO) sera séparé du budget principal de la de la CTOI et aura les mêmes caractéristiques budgétaires et de *reporting* que le PTB. La même norme de budgétisation des activités autonomes sera appliquée à tous les nouveaux accords, projets et recommandations financés de manière spécifique et unique. Le principal objectif de ces actions est de donner une image claire des budgets et dépenses individuels et de permettre le suivi des ressources sous la responsabilité du Secrétariat.
21. En attendant que la nouvelle structure budgétaire soit mise en place, un résumé « classique » du budget est proposé dans ce bilan financier. Il inclut les fonds reçus, les intérêts bancaires et les dépenses ([Tableau 5](#)), selon les informations extraites par le Secrétariat du Rapport d'état de projet de la CTOI au 10 mars 2014, pour l'année 2013. Le Rapport d'état de projet est l'un des rapports standard disponibles pour les détenteurs de budget<sup>1</sup> pour le suivi la situation financière des fonds fiduciaires de la FAO tels que celui attribué à la CTOI, et il fournit un résumé de tous les fonds reçus et dépensés dans le cadre du Fonds fiduciaire depuis la création du projet (à des fins administratives, la FAO considère la CTOI comme un « projet »).
22. Au fil des ans, la CTOI a reçu des financements de la part des membres, pour des activités spécifiques extrabudgétaires, telles que des programmes de marquage ou pour financer la mise en œuvre du PRO, entre autres. En certaines occasions, des sous-projets spéciaux ont été créés pour séparer, dans une certaine mesure, la comptabilisation de ces activités. Mais le financement de certaines activités a été maintenu au niveau du compte principal. Ainsi, avant de pouvoir évaluer le solde actuel des fonds, le financement (et les dépenses) liés à ces activités spécifiques doivent être identifiés et séparés des fonds qui sont strictement liés au fonctionnement ordinaire du Secrétariat. La présentation du [Tableau 5](#), comme celle des années précédentes, s'inscrit dans cette démarche.
23. Un total de 30 412 878 US\$ ont été reçus depuis la création de la CTOI, mais certaines de ces contributions représentent des contributions extrabudgétaires réservées à des objectifs spécifiques. Elles comprennent, par exemple, les fonds fournis par l'UE pour le Symposium sur le marquage, ou les fonds pour couvrir les coûts du PRO provenant des flottes participantes. Comme mentionné plus haut, ces fonds doivent être déduits avant de pouvoir évaluer les montants réels des fonds de réserve ou du déficit. Une fois cela fait, le résultat est que **24 064 251 US\$** ont été reçus à ce jour pour les activités conduites au titre du budget régulier de la CTOI.

<sup>1</sup> Disponible par le biais de l'application *Oracle Discoverer Viewer* à l'adresse <http://dwinternet.fao.org>

Tableau 5. Bilan (en US\$)

Contributions		Dépenses	
Contributions reçues (1997–2013)	30,412,878		
Intérêts accumulés (1997–2013)	247,297		
Financement total reçu	<b>30,660,175</b>	Dépenses (1997–2013)	<b>30,707,261</b>
Allocations extrabudgétaires		Dépenses sur les allocations extraordinaires	
Symposium sur le marquage		Dépenses du symposium	313,545
Support à l'application	79 290	Dépense de support	79,290
Atelier sur la gestion/estimation de la capacité de pêche (AUS)	104 065	Estimation de la capacité de pêche & FPR	104,065
Contributions au PRO (flottes participantes)	5 470 969	Dépenses PRO	5,470,969
Allocation au FPR (reliquats budgétaires)	624 272	Dépenses FPR (reliquats budgétaires)	663,488
<b>Contributions au budget général</b>	<b>24 064 251</b>	<b>Dépenses sur le budget général</b>	<b>24,075,904</b>
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>			<b>-11 653</b>

24. Une approche similaire a été appliquée pour les dépenses totales. Par exemple, les dépenses liées au PRO devraient uniquement être imputées sur les contributions reçues des flottes participant au programme et non pas à tous les membres. Dans le cas du financement du PRO, les engagements correspondent aux dépenses et toute éventuelle économie est retournée aux flottes participantes sous la forme d'une réduction de leur contribution lors des appels de fonds pour l'année suivante.
25. Le solde réel des fonds est obtenu en déduisant les dépenses imputées au budget général (**24 064 251 US\$**) des fonds reçus pour les dépenses générales de la CTOI (**24 075 904 US\$**). Le déficit total (**-11 653 US\$**) correspond à la situation financière au 31 décembre 2013.
26. Il est très important de souligner que, comme les années précédentes, ces fonds sont pleinement engagés pour 2014, conformément au règlement financier de la FAO, ce qui entraîne un déficit bien plus important tant que les contributions ne seront pas reçues. Il existe un risque significatif que la FAO bloque les dépenses du projet jusqu'à ce que les contributions correspondent aux engagements.

### Fonds extrabudgétaires

27. Le Secrétariat a également conduit des activités spécifiques en utilisant les reliquats budgétaires ou des fonds extrabudgétaires fournis par les membres. La situation financière de ces fonds en 2013 est résumée dans les Tableaux 6 et 7. Les financements reçus et finalisés comprennent ceux de l'Australie pour mener une étude visant à estimer la capacité de pêche (réalisée en 2009) et un atelier sur les options de gestion ; les activités relatives au marquage financées par le Japon (pour conduire des expériences de marquage dans le centre et l'est de l'océan Indien) ; une convention de financement de l'Union européenne (DG Affaires maritimes et pêche) pour le renforcement des capacités et l'aide technique aux pays en développement ; une convention de financement de l'Union européenne (DG Affaires maritimes et pêche) pour le Groupe de travail sur les thons tropicaux (GTTT) ; un cofinancement des activités conjointes du BOBLME, de la COI-SmartFish, de Birdlife International, de l'ISSF et du WWF.
28. Le Fonds de participation aux réunions de la CTOI (FPR) a été créé au cours de la 14<sup>e</sup> session de la CTOI en 2010, par le biais de l'adoption de la résolution 10/05 (Tableau 7). 200 000 US\$ provenant des reliquats budgétaires de la CTOI servirent abonder le FPR dans un premier temps. Le Fonds fut abondé de nouveau par la Commission en 2011, 2012 et 2013, pour compenser les dépenses réalisées. En 2013, l'Australie a contribué à hauteur de 75 405 US\$ pour les frais de participation des États côtiers, comme contribution additionnelle aux objectifs du FPR. Au 31 décembre 2013, le FPR était en déficit de 42 609 US\$, sans possibilité en 2014 d'utiliser les fonds accumulés. Il n'existe aucune règle claire indiquant ce que doit faire le Secrétariat lorsque le FPR est épuisé.
29. Au total, 100 participants 20 pays furent aidés (billets d'avion et hébergement) par le FPR en 2013, pour un total de 315 952 US\$. Tous les voyages furent organisés par le Secrétariat et les *per diem* de la FAO furent

appliqués. Un taux de *per diem* réduit fut appliqué pour les réunions pour lesquelles les frais d'hôtel furent directement payés par le Secrétariat.

30. À la fin de 2013, le FPR présentait un déficit de 42 609 US\$ et il faudra l'abonder de nouveau pour couvrir les dépenses des participants aux réunions en 2014, y compris les sessions au Sri Lanka, la 3<sup>e</sup> réunion du Comité technique sur les critères d'allocation (CTCA03), la session du Comité scientifique aux Seychelles et la participation des experts invités, des présidents et des vice-présidents.

**Tableau 6.** Bilan des activités financées par des fonds extrabudgétaires en 2013 (en US\$)

<b>Domaine</b>	<b>Organisation</b>	<b>Description</b>	<b>Montant en US\$</b>
Données & application	OFCF	Activités du projet	70 000
	OFCF	expert OFCF	150 000
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>220 000</b>
Données & application	COI-SmartFish	Mission - Madagascar & Comores	5 380
	COI-SmartFish	Formation, échantillonnage & supervision à Madagascar	101 000
	COI-SmartFish	Aide aux activités d'échantillonnage & supervision aux Comores	67 245
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>173 625</b>
Données & application	BOBLME	Mission - Sri Lanka – Formation bases de données	6 000
	BOBLME	Mission - Sri Lanka – Responsable informatique pour une mission de suivi à BOBLME	3 000
Évaluation des stocks	BOBLME	Mission - Thaïlande - 28 personnes & 5 jours de DSA – Atelier d'évaluation des stocks	70 000
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>79 000</b>
Données & application	SWIOFP	Mission - Kenya – Programme d'observateurs	3 000
Évaluation des stocks	ISSF	Mission - San Diego & Boston, USA – Conférence mondiale sur l'ESG & Conférence mondiale sur l'évaluation des stocks	11 000
Science	ACP FISH II	Consultant – Base de données sur le Recueil	10 000
Science	Birdlife Intl.	Financement en nature des ateliers sur les oiseaux de mer	10 000
Application	UE	GTTT	20 675
Application	UE	Renforcement des capacités	110 400
<b>SOUS-TOTAL</b>			<b>131 075</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>			<b>637 700</b>

**Tableau 7.** Bilan des activités financées par les reliquats budgétaires (au 31/12/2013, en US\$)

<b>Fonds de participation aux réunions</b>		
<b>Contributions</b>		
Allocation initiale	<b>2010</b>	200 000
Renouvellement	<b>2011</b>	57 429
Contribution de l'Australie	<b>2012</b>	69 492
Renouvellement	<b>2012</b>	97 351
Renouvellement	<b>2013</b>	200 000
Contribution de l'Australie	<b>2013</b>	75 405
<b>Total des contributions</b>		<b>699 677</b>
<b>Dépenses</b>		
	<b>2010</b>	57 429
	<b>2011</b>	157 186
	<b>2012</b>	179 755
	<b>2013</b>	315 952
Coûts de projet		31 964
<b>Total des dépenses</b>		<b>742 286</b>
<b>Solde (au 31/12/2013)</b>		<b>-42 609</b>

**Tableau 8.** Bilan des activités financées par les fonds extrabudgétaires (en US\$)

<b>Donneur :</b> Japon		
<b>Objectif :</b> Expériences de marquage en Inde, en Indonésie et aux Maldives		
Total des contributions reçues		747 000
Intérêts		52 887
<b>Recette totale</b>		<b>799 887</b>
<b>Activités</b>		
Ateliers océan Indien oriental		73 956
Projet de marquage de thons Andaman et Nicobar		75 473
Projet de marquage de thons Maldives		206 327
Projet de marquage de thons Sumatra ouest		164 796
Projet d'échantillonnages aux Comores		66 867
Réunions CTOI		51 294
Développement bases de données		27 070
Équipement + services		99 459
Frais de gestion de projets FAO		34 645
<b>Total Dépenses</b>		<b>799 887</b>
<b>Solde</b>		<b>0</b>
<b>Donneur :</b> Australie		
<b>Objectif :</b> Étude sur l'estimation de la capacité de pêche; atelier sur les options de gestion		
Total des contributions reçues		104 065
Dépenses	Estimation de la capacité de pêche (2010)	28 660
	FPR (2013)	75 405
<b>Dépenses totales</b>		<b>104 065</b>
<b>Solde</b>		<b>0</b>
<b>Donneur :</b> Commission européenne (DG-MARE)		



<b>Objective:</b>	Aide techniques aux CPC en développement de la CTOI pour améliorer leur application des MCG et MREP de la CTOI	
Total des contributions reçues		110 400
<b>Dépenses totales</b>		110 400
<b>Solde</b>		<b>0</b>
<b>Donneur :</b>	Commission européenne (DG-MARE)	
<b>Objectif :</b>	GTTT (soutien logistique)	
Total des contributions reçues		20 675
<b>Dépenses totales</b>		20 675
<b>Solde</b>		<b>0</b>

### **ACTIONS SUGGEREES AU COMITE PERMANENT D'ADMINISTRATION ET DES FINANCES**

Le CPAF **PRENDRA CONNAISSANCE** du Bilan financier et des documents y relatifs pour la période fiscale du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013.

### **APPENDICES**

Appendice I : Calendrier détaillé des voyages en 2013

**ANNEXE I**  
**CALENDRIER DETAILLE DES VOYAGES EN 2013**

<b>Réunion/événement</b>	<b>Dates et lieux</b>	<b>Voyageurs</b>	<b>Personnel participant</b>	<b>Participants FPR et hors personnel</b>	<b>Coût total (US\$)</b>
CTCA02	18-20 février, Muscat, Oman	29	3	26	95 511
CdA10, CPAF10, S17	2-10 mai, Grand Baie, Maurice	20	5	15	58 795
Groupe de travail sur les thons néritiques	2-5 July, Bali, Indonésie	14	2	12	55 904
Groupes de travail écosystèmes & prises accessoires et porte-épée	12-22 septembre, La Réunion, France	15	2	13	81 619
Thons tropicaux	24-29 octobre, San Sebastian, Espagne	15	3	12	82 271
Comité scientifique, Collecte des données et statistiques, Captures accessoires oiseaux de mer	29 novembre - 6 décembre, Busan, Rép. de Corée	20	4	16	112 814